

Questions orales

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire. Je fais remarquer que M. Terry Mathews, vice-président directeur général de la société Mitel Corporation a souligné que selon les données de Statistique Canada pour cette année, les importations comptent pour 2.2 milliards de dollars sur notre marché intérieur de quelque 3 milliards de dollars tandis que les exportations canadiennes n'ont atteint une valeur que d'environ 600 millions de dollars. Cette situation menace très sérieusement les emplois de milliers de Canadiens. Le ministre peut certainement nous donner une réponse plus satisfaisante. Le gouvernement a pris des mesures dans d'autres secteurs industriels pour établir un genre de régime ou de méthode de contingentement afin de protéger les producteurs et les employés du Canada. Quelles mesures a-t-il l'intention de prendre pour protéger les Canadiens sur leur propre marché intérieur?

M. Horner: Monsieur l'Orateur, il faut d'abord tenir compte du fait que c'est une industrie de technologie avancée susceptible de subir de nombreux changements. Les progrès techniques qui sont intervenus au cours des dernières années dans le domaine de l'électronique en ont fait une industrie pour laquelle il est très difficile d'établir des permis d'importation au Canada parce que le domaine est continuellement en évolution. C'est pour cette raison que nous nous sommes montrés réticents à envisager cette approche. Comme je l'ai déjà mentionné, toutefois, nous ferons notre possible pour que l'industrie de l'électronique du Canada puisse exporter davantage et obtenir une plus grande part du marché canadien.

PÂTES ET PAPIER—LES RÉPERCUSSIONS SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DES PRÊTS AUX PAYS ÉTRANGERS POUR LA CONSTRUCTION D'USINES

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme l'industrie des pâtes et papiers souffre d'un manque de débouchés, je me demande si le ministre pourrait dire à la Chambre pourquoi la Société pour l'expansion des exportations qui relève de sa compétence accorde des prêts à des pays européens, ce qui enlève des marchés aux Canadiens et finit par supprimer chez nous un nombre important d'emplois?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous connaissons bien les difficultés qui assaillent le marché mondial des pâtes et papiers. Tout d'abord, la Société pour l'expansion des exportations a fait un prêt pour la mise en place d'une industrie de pâtes et papiers en Pologne. Si elle a accordé ce prêt, c'est qu'elle pense que l'industrie polonaise ne pourrait pas vendre sur les marchés que notre industrie sert actuellement. Nous pensons également qu'un prêt de ce genre leur permettrait de se procurer le matériel de fabrication des pâtes et des papiers dans notre pays, ce qui créerait des emplois, dont nous avons grandement besoin dans notre secteur de fabrication.

[M. Horner.]

LA CARTONNERIE DE TERRE-NEUVE—DEMANDE DE MESURES PROPRES AU MAINTIEN DES EMPLOIS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser à propos de la province de Terre-Neuve, en particulier, où l'industrie des pâtes et papiers, à l'instar de celle des cartons de revêtement, est à la base de l'économie mais se trouve actuellement en mauvaise passe. Le ministre a-t-il consulté le gouvernement provincial de Terre-Neuve à propos des problèmes de l'usine de la Labrador Linerboard qui ont entraîné la disparition de 2,100 emplois? Le ministre va-t-il suivre cette affaire?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la cartonnerie de Terre-Neuve, je n'aimerais pas devoir évoquer la négligence du gouvernement de Terre-Neuve, mais je crois que celui-ci a discuté de la question avec mon prédécesseur et les députés de Terre-Neuve. Ce n'est qu'après de longues discussions au sein du cabinet, à Ottawa, qu'on a estimé que l'on ne pouvait plus faire d'efforts supplémentaires pour maintenir la cartonnerie en activité.

* * *

L'ÉNERGIE

LE GAZODUC DU NORD—L'UTILISATION DE TUYAUX CANADIENS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur ce que j'appellerais la braderie perpétrée par le gouvernement en ce qui concerne le pipe-line du Nord et sur le caractère évasif des réponses fournies par le ministre de l'Industrie et du Commerce et par d'autres. Étant donné que le D^r Stuart Smith, chef de l'opposition dans la province d'Ontario, a fait savoir dans une lettre au premier ministre qu'il est très inquiet à ce sujet et que l'accord devrait comporter des garanties, alors qu'il n'en prévoit pas, le premier ministre pourrait-il faire connaître au D^r Stuart Smith, à la Chambre et aux Canadiens sa réponse au D^r Stuart Smith qui a manifesté les mêmes craintes que nous face à l'apathie du premier ministre et du ministre de l'Industrie et du Commerce?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis désolé, mais je n'ai pas encore lu la lettre du D^r Stuart Smith. Je puis toutefois assurer au député que j'estime cette question très importante et que je tiendrai bien compte de ses instances. Je dois dire que c'est un trait caractéristique du parti conservateur de qualifier de braderie une négociation entre le Canada et les États-Unis, très habilement conduite par certains ministres, qui apportera au Canada 100,000 années-hommes de travail et environ 4 milliards de dollars en investissements. S'il s'agit là d'une mauvaise affaire, nous aimerions savoir ce que le député de Hamilton-Ouest aurait fait.